



Lettre n° 201 du 25 juillet 2021

Au sommaire :

- **Exiger notre liberté, c'est lutter pour une politique sanitaire et les droits des travailleurs, contre la tyrannie du capital** - *Mónica Casanova*
- **Le centenaire du Parti communiste chinois... liquidé depuis longtemps, ou la longue marche du capitalisme chinois contre la classe ouvrière et la paysannerie** - *François Minvielle*

Exiger notre liberté, c'est lutter pour une politique sanitaire et les droits des travailleurs, contre la tyrannie du capital

Aussitôt après son annonce de l'instauration du pass sanitaire le 12 juillet, Macron s'est empressé de faire adopter au Parlement son extension, en plus du domaine de la culture, des spectacles, dans les cafés et restaurants, les activités sportives, les trains et bus, le tourisme et même les centres commerciaux, aux soignants et à tous les salariés en contact avec le public. Ils seront contraints de se vacciner d'ici le 15 septembre sous peine de licenciement. Une politique autoritaire, basée sur la stigmatisation de travailleurs indispensables désignés comme responsables de la 4^{ème} vague, alors que les parlementaires, l'armée et les policiers en sont dispensés. Le Sénat lui a donné son aval avec de bien timides amendements.

Nous refusons ce pass qui n'a rien de sanitaire. C'est un instrument de contrôle des salariés et de la population, imposé alors qu'il manque des doses de vaccin, inapplicable et inefficace jusqu'à l'absurde, empêchant l'accès à l'hôpital ou en EHPAD même un bref moment aux visiteurs non vaccinés, indispensable pour voyager en TGV mais pas dans les métros et RER bondés...

Les premières victimes seront les plus défavorisés, les plus éloignés des services publics et de la vaccination, les salariés souvent en « première ligne » dans la santé, l'aide à la personne menacés de licenciement, avec en plus des tests rendus payants à l'automne.

En lieu et place d'une politique de santé, le gouvernement déploie une police sanitaire destinée à soumettre la population et à créer un climat où tout le monde contrôle tout le monde.

Des manifestations la semaine dernière puis ce samedi, encore plus nombreuses, ont rassemblé des « premiers de corvée » « hier applaudis, aujourd'hui trahis » dont des soignants et surtout une frange de la population très di-

verse allant de salariés, de jeunes dubitatifs ou réticents à la vaccination à des restaurateurs et autres patrons de commerces, souvent avec des Gilets jaunes, sous le mot d'ordre fédérateur mais ambigu et confus de « liberté ». Ces manifestations sont une des expressions d'un mécontentement, d'une méfiance, d'une colère diffuse dans tout le pays à l'égard du pouvoir.

La colère dans une grande confusion

La désertion de la gauche et des organisations syndicales qui, au mieux, critiquent le pass sur le fond comme la CGT ou Solidaires mais sans organiser de riposte, laisse la place à des idées obscurantistes contre la vaccination combattant le progrès, la science et la lutte de classes, que Dupont-Aignan et Philippot, l'extrême-droite, instrumentalisent.

Des tombereaux de stupidités largement diffusés sur les réseaux sociaux détournent la colère contre la vaccination qui a permis la survie de l'humanité en supprimant des maladies mortelles comme la poliomyélite ou la variole. Des vaccins permettraient de sauver chaque année 10 millions d'enfants pauvres de moins de 5 ans victimes de maladies infectieuses. La vaccination est le produit de recherches de milliers de scientifiques au niveau mondial, du travail humain collectif pour sauver des vies.

Mais entre les mains de grands trusts pharmaceutiques en concurrence entre eux, dont 4 ont le monopole de 65 % du chiffre d'affaires mondial du secteur, les vaccins sont devenus une marchandise comme une autre faisant exploser la fortune de laboratoires comme Moderna, vendus au plus offrant c'est-à-dire aux trois quarts aux pays riches, en privant les pays pauvres capables de les produire mais ne disposant pas des brevets.

Contre la police sanitaire, l'action collective des travailleurs et de la population

Beaucoup affirment refuser la vaccination au nom de la « *liberté individuelle* », contre la dictature de Macron, parfois avec des références hors de propos comme la comparaison entre non vaccinés et juifs ayant porté l'étoile jaune. La mise au pas de la société sous prétexte de pandémie répond bien aux intérêts de Macron et de ceux qu'il sert, libres de s'enrichir comme jamais tel Bernard Arnault, le PDG de LVMH, de bénéficiaire d'aides publiques pour licencier dans la recherche et augmenter les dividendes de ses actionnaires comme Sanofi, sans aucune contrainte de l'État. Il y a bien une tyrannie des capitalistes mais y répondre au nom de la liberté individuelle, c'est rester dominé par leur idéologie qui invoque la liberté pour justifier leur liberté... d'exploiter le travail humain.

Face à elle, pas de solution qui puisse être imposée individuellement. La loi et les institutions sont là pour défendre cette liberté de la propriété bourgeoise. Aux diktats du gouvernement telle l'obligation vaccinale, le mouvement ouvrier doit opposer ses méthodes, celles de l'intérêt du plus grand nombre, en persuadant de la nécessité de se vacciner, en prenant de réelles mesures de protection collective contre le virus partout dans la société.

La pandémie n'est en effet pas le produit d'un quelconque complot mais le révélateur de la faillite du système capitaliste dont la prétendue démocratie sert les intérêts des plus riches de moins en moins nombreux, de plus en plus en concurrence entre eux, de plus en plus opposés à la majorité de l'humanité dont le travail collectif est accaparé par cette minorité.

Le monde du travail est partie prenante de la lutte contre le pass sanitaire tout en combattant les idées complotistes et réactionnaires, pour répondre à ceux qui ne veulent pas d'une « *science sans conscience* », qui cherchent légitimement à comprendre, à connaître ce qui sera inoculé dans leur corps. Cela ne peut être fait par une vaccination forcée mais par une vaccination consciente, produit d'une discussion démocratique.

Pour une politique sanitaire et nos droits sociaux, contester le pouvoir au service des multinationales

Alors, contre l'épidémie, il faut soutenir les soignants qui réclament des moyens pour la santé, il faut recruter, former en masse et augmenter leurs salaires.

Pour empêcher la circulation du virus, il faut une vraie politique de santé et vaccinale, l'imposer contre la « *liberté* » des grandes entreprises de faire des profits aux dépens de la collectivité et de la nature. Il faut que partout sur la planète, les populations puissent être vaccinées avec des vaccins dont elles auront le contrôle pour que le dévouement des scientifiques serve le progrès et l'humanité, non l'avidité du capital.

Le gouvernement traite les manifestants opposés à son insolence et à sa morgue de « *violents, ignares* » alors que, lui, incarnerait les « *Lumières* » qu'il récupère pour une politique dirigiste odieuse, en rien « *éclairée* » !

« *Une telle mobilisation, surtout hors cadre d'un mouvement structuré, est très inhabituelle durant une période estivale* », s'inquiète une note du renseignement territorial à propos des manifestations contre le pass. Elle prévoit une augmentation du nombre de manifestants, une « *radicalisation* » du mouvement. Oui, une profonde colère monte à travers le pays dans les classes populaires.

Tout le monde politique, du PC et LFI au PS et à la droite, regrette la « *rupture du pacte républicain* » par Macron, passé en force avec le vote en catastrophe de la loi. Ils craignent que le mépris de Macron, Vèran et consorts à leur égard ne contribue encore plus à leur discrédit, à l'approfondissement de la rupture entre le monde politique et la population. Ils s'inquiètent que le débat n'ait pas lieu dans l'hémicycle mais dans la rue.

Ils ont raison, le débat est partout dans le pays. Malgré l'inquiétude tant pour la pandémie que pour la situation sociale, la révolte devient contagieuse, elle se transmet de proche en proche, les idées aussi.

Il devient de plus en plus clair qu'être libre, c'est comprendre que cette société ne nous donne pas la liberté de choix. C'est notre vie ou leurs profits. C'est subir ou prendre nos affaires en main pour imposer une politique sanitaire, défendre nos emplois, imposer la satisfaction de nos besoins... Notre liberté n'est pas celle des classes dominantes, l'individualisme et la lutte de tous contre tous pour les profits d'une minorité parasite, mais l'organisation et l'action collective du plus grand nombre pour contrôler la marche de la société.

Mónica Casanova

Le centenaire du Parti communiste chinois... liquidé depuis longtemps, ou la longue marche du capitalisme chinois contre la classe ouvrière et la paysannerie

Les cérémonies du centenaire du Parti communiste chinois ont été l'occasion d'alimenter la campagne contre la Chine orchestrée par les USA. Le thème en est simple et bien rodé, « *communisme* » signifie dictature, Xi Jinping en est l'incarnation. Les falsifications historiques dénoncées par la presse occidentale sont tout autant de son fait.

Les uns et les autres masquent les mécanismes profonds de la lutte des classes qui ont conduit à cette situation où un prétendu parti communiste dirige la deuxième puissance capitaliste du monde.

Ignorant la compréhension matérialiste de l'histoire qu'ils combattent, ils interprètent les événements à travers le

prisme de l'idéologie, le rôle des grands hommes dont ils sont dupes. L'Etat chinois se glorifie de son national-communisme alors que l'occident y voit l'occasion de perpétuer inlassablement sa campagne contre le communisme.

Pour celles et ceux qui veulent en finir avec la société d'exploitation et d'oppression et qui cherchent aujourd'hui les idées, le programme, la stratégie nécessaires à leur combat, il est important de comprendre comment le drapeau du communisme a été usurpé pour devenir celui du développement capitaliste national de la bourgeoisie et de l'Etat chinois pour embrigader les masses. Comprendre aussi comment cette bourgeoisie a pu s'en accommoder pour se développer à l'ombre de la dictature de Mao et du PCC, pour canaliser, contrôler à son profit la puissante révolution de centaines de millions de paysans et exploités se libérant des oppressions féodales et impérialistes, force motrice de l'immense vague des révolutions anticoloniales de l'après 2nde Guerre mondiale. Cette lutte, confrontée aux impérialismes et dirigée par les directions nationalistes et stalinienne, n'a pas eu la force d'aller au-delà de la conquête de l'indépendance nationale, faisant naître en Chine cet étrange régime de Mao, dont Xi Jinping incarne la continuité et le renouvellement, avec son « *socialisme à la chinoise du 21^e siècle* », une dictature libérale au cœur du capitalisme mondialisé.

S'appuyant sur les expériences des révolutions russes, Trotsky avait formulé la théorie de la révolution permanente pour montrer comment les révolutions dans des pays colonisés, comme la Chine, ne pouvaient pas être des rééditions des révolutions démocratiques bourgeoises du 19^{ème} siècle, alors que le capitalisme était déjà arrivé à un stade de son développement ouvrant la voie à la révolution socialiste. Les intérêts des classes bourgeoises de ces pays, faibles et liées aux puissances impérialistes, s'opposaient à ces révolutions.

La révolution démocratique ne pouvait trouver d'autre chemin que celui du pouvoir des travailleurs, en alliance avec la paysannerie pauvre, pour liquider la féodalité tout en s'attaquant à la propriété de la bourgeoisie pour engager une révolution socialiste qui se prolongerait sur l'arène de la révolution mondiale. Il s'agissait pour les peuples d'Asie de poursuivre l'œuvre engagée par Octobre 17, le prolétariat russe entraînant la paysannerie pauvre largement majoritaire, pour mener de front la prise du pouvoir, le partage des terres et le renversement de l'exploitation capitaliste dans une perspective internationaliste.

La contre-révolution stalinienne triomphant en Russie a soumis les forces révolutionnaires chinoises à ses propres intérêts, brisant toute action indépendante des classes exploitées sans pour autant être en mesure d'empêcher leur révolte. C'est cette contradiction qui a marqué la révolution chinoise et donné naissance au maoïsme.

Sous l'étouffoir de la dictature nationaliste de Mao et de ses successeurs, le capitalisme a prospéré... et la lutte des classes n'a jamais cessé, aggravant les contradictions de ce régime. Aujourd'hui, de nouveaux rapports entre puis-

sances capitalistes se dessinent sous nos yeux au sein desquels la Chine joue un rôle majeur... et sa classe ouvrière, une des plus nombreuses au monde, fait progresser les conditions d'une révolution mondiale. La révolution permanente continue son œuvre.

Faire taire et falsifier l'histoire à la gloire des ambitions du capitalisme chinois

La commémoration officielle des 100 ans du PCC a été une démonstration de puissance militaire et politique, à l'endroit même, la place Tiananmen, où des milliers de jeunes contestataires avaient été tués par l'armée en 1989.

Négation du combat des quelques militants qui fondèrent le PCC en 1921, le discours de Xi Jinping a servi à glorifier la continuité nationaliste, le militarisme, en flatant le patriotisme : « *Le temps est révolu où le peuple chinois pouvait être foulé aux pieds, où il souffrait et était opprimé.* »[1] Gloire aussi au PCC qui avec « *sa solution chinoise* » a su développer « *l'essor irréversible* » de l'économie, c'est-à-dire des profits bourgeois... Enfin, gloire à Xi, président à vie, se présentant comme celui qui a vaincu la « *pauvreté absolue* » et le Covid.

Xi a voulu « *donner une image de la Chine à la fois crédible, aimable et respectable* »... en étalant sa puissance, une façon de répondre à Biden qui prétend « *contenir la Chine* ». Un message aussi pour faire taire les contestations nombreuses qui se manifestent dans le pays.

Les inégalités sociales y sont insupportables. La moitié de la population ne perçoit que 15 % des richesses nationales [2]. Près de 290 millions de travailleurs sont des migrants forcés, craignant à tout moment de devenir sans-papiers dans leur propre pays. Le chômage pourrait atteindre près de 20 % des salariés, 70 millions de personnes, bien loin du taux officiel de 6 %. A l'autre bout de la société, au sommet de la bourgeoisie, prospère une infime couche richissime de 626 milliardaires, possédant une fortune totale de 2 500 milliards de dollars, nombre et fortune qui ont doublé en un an ! [3]

Les luttes des travailleurs sont nombreuses, comme la colère actuelle contre le « 996 », le travail de 9h du matin à 9h du soir, 6 jours par semaine dans les entreprises de la high-tech et du numérique, qui ont contribué au boom des places financières, Shanghai, Hong Kong et Shenzhen, respectivement 5^{ème}, 6^{ème} et 8^{ème} bourse mondiale, concentrant plus de 12 200 milliards de dollars de capitaux... la moitié de Wall Street.

La colère est forte aussi contre l'autoritarisme, l'absence de liberté et de droits démocratiques, le flicage permanent. Opposants arrêtés, répression des minorités, comme les 12 millions d'Ouïghours, répression aussi de la révolte à Hong Kong contre la tutelle dictatoriale, et bien d'autres...

[1] Discours de Xi Jinping, 1er juillet place Tiananmen

[2] Données du World Inequality Database, données sur les inégalités en Chine

[3] <https://www.forbes.fr/classements/les-10-milliardaires-chinois-les-plus-riches-en-2021/>

Financiarisation, exploitation, inégalités, écrasement des minorités, autoritarisme... tout cela contribue à accroître l'appropriation privée du travail collectif, les contradictions capitalistes règnent au cœur de l'atelier du monde.

Pour contenir la colère, « *la doctrine de la confiance* » et « *le rêve chinois* » de Xi ne suffisent pas. Le régime est engagé dans une fuite en avant militariste et expansionniste. Il multiplie les accords commerciaux et politiques en Afrique, animant chaque année un sommet Chine-Afrique, et installant une base militaire à Djibouti en 2017... comme les USA et les Européens. Il ouvre de nouvelles voies commerciales vers le monde, les « *nouvelles routes de la soie* », et renforce ses réseaux d'alliance politique et militaire, étant à l'initiative de l'Organisation de coopération de Shanghai, avec sept pays, dont la Russie, l'Inde et le Pakistan... plus de 40 % de la population et un quart du PIB mondiaux. Une alliance de poids face aux USA et à l'UE.

Le capitalisme chinois poursuit sa longue marche... sous la direction du PCC dont les dirigeants, poings levés dans les cérémonies, ont falsifié et écrasé une fois de plus l'histoire de ceux qui l'ont fondé.

De la fondation du Parti communiste...

La cinquantaine de militants qui avaient fondé le PCC en juillet 1921 étaient pleinement liés aux luttes de la jeunesse et des travailleurs. L'un d'eux, Chen Duxiu, avait regroupé la jeunesse révoltée autour d'une revue, *Nouvelle jeunesse*, qui défendait depuis 1915 les idées les plus modernes contre les traditions féodales chinoises. En 1919, année d'un grand mouvement de révolte étudiante, la revue, influencée par la vague révolutionnaire d'Octobre 1917, militait pour le marxisme et la révolution.

La Chine vivait à ce moment-là une intense période de lutte des classes, essentiellement des révoltes de la paysannerie, ultra majoritaire dans le pays. Une première révolution avait fait tomber l'empire en 1911 pour mettre en place une république, avec le parti nationaliste du Kuomintang.

Mais les révoltes paysannes, dispersées dans les campagnes, démunies de perspectives politiques propres, n'avaient pas la force de s'en prendre aux maux qui maintenaient la population chinoise dans le sous-développement et l'esclavage colonial. Quant à la nouvelle république bourgeoise, déstabilisée dès sa fondation par les forces sociales les plus réactionnaires, elle n'en avait ni la force ni l'intention. Elle engagea la lutte contre les seigneurs de guerre et les rapports féodaux, mais la bourgeoisie possédait les terres... sa république n'allait pas réaliser la réforme agraire au profit des paysans pauvres. Elle vivait sous perfusion des capitaux des puissances impérialistes qui s'étaient taillé des concessions territoriales dans les zones côtières où elles avaient fait surgir des villes industrielles... La nouvelle république ne pouvait engager jusqu'au bout la lutte pour la libération nationale sans ruiner sa base bourgeoise, et elle négociait donc avec les impérialistes.

Aucune de ces forces ne pouvait réaliser les tâches de la révolution démocratique... ni contenir la colère et les luttes de la paysannerie et de la fraction la plus radicale de la petite-bourgeoisie. Ce que Trotsky avait formulé dans sa théorie de la révolution permanente après la révolution de 1905 en Russie se confirmait en Chine.

De son côté, le mouvement ouvrier se développait rapidement, des grèves éclataient dans les villes industrielles. Les militants communistes se liaient aux travailleurs, et leur parti avait grossi assez rapidement... jusqu'à ce que l'Internationale communiste dirigée par Staline et Zinoviev leur ordonne de s'intégrer au Kuomintang et de se soumettre à sa politique en 1924.

... à sa liquidation comme parti communiste au cours de la seconde révolution...

Au sein de l'Internationale, une bataille politique faisait rage. Staline et les sommets de la bureaucratie n'ont alors qu'un objectif, asseoir leur pouvoir. Ils le théorisent en proclamant en 1924 « *le socialisme dans un seul pays* ». Tournant le dos à la révolution mondiale, ils font de l'Internationale communiste un instrument au service de la défense nationale de l'URSS, « *une arme auxiliaire utilisable dans la lutte contre une intervention armée* »[4] pour reprendre les mots de Trotsky. Staline et les sommets de la bureaucratie aggravent les reculs dont ils sont eux-mêmes les produits, pour défendre l'Etat et leur pouvoir, au prix de l'abandon des autres révolutions.

Justifiant leurs renoncements qui deviennent trahisons, ils prétendent que la situation en Chine n'est pas mûre pour une révolution socialiste. Selon eux, il ne pourrait y avoir qu'une révolution bourgeoise pour se libérer de la domination coloniale, instaurer des rapports capitalistes modernes et une démocratie républicaine. Et ils ordonnent au PCC de se mettre au service du Kuomintang, prétendant que la bourgeoisie d'un pays colonisé serait plus progressiste que celle des impérialismes. Ils apportent l'aide de l'URSS au Kuomintang et lient les mains du prolétariat.

Trotsky et l'opposition de gauche défendent la révolution permanente : « *On peut dire que la Chine n'est pas encore mûre pour la révolution socialiste. Mais ce serait une manière abstraite et figée de poser la question. La Russie, prise en soi, était-elle donc mûre pour le socialisme ? La Russie était mûre pour la dictature du prolétariat comme la seule méthode capable de résoudre tous les problèmes nationaux* » [5]. Et dans *La révolution permanente*, il montre que « *pour les pays arriérés, le chemin vers la démocratie passe par la dictature du prolétariat.* » [6]

[4] Trotsky, *Thèses Qu'est-ce que la révolution permanente ?* <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revperm/rp10.html>

[5] Trotsky, *Lettres à propos de l'insurrection de Canton*, https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1928/03/lt_19280302.htm

[6] Trotsky, *La Révolution permanente*, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/revperm/rp01.html>

La peur des classes bourgeoises devant la révolution, l'impossibilité pour les classes paysannes et petites-bourgeoises d'avoir une politique indépendante, placent le sort de la révolution entre les mains du prolétariat. Trotsky éclaire les tâches du parti communiste de l'expérience de 1917 et des soviets démocratiques où s'organisaient les ouvriers, les soldats, les paysans. En leur sein, le parti des ouvriers révolutionnaires, le parti bolchevik, menait bataille pour ses idées, ses perspectives, face aux autres partis, mais c'étaient les soviets qui décidaient et organisaient la prise en main de la société, son contrôle, contre le pouvoir d'Etat resté entre les mains des classes dominantes. Pour la Chine, les mêmes perspectives s'ouvraient quand, dans les années 25 à 27, la paysannerie et la classe ouvrière s'engageaient dans une nouvelle révolution.

En menant cette bataille sur la nature et les possibilités de la révolution en Chine, Trotsky et l'opposition de gauche engagent aussi une bataille contre la bureaucratie qui s'oppose à l'extension internationale de la révolution. Staline et ses sbires répondent par la répression et les assassinats.

Depuis 1925, dans les villes industrielles, les grèves insurrectionnelles sont nombreuses. Alors que le prolétariat engage la lutte pour ses intérêts de classe, le PCC défend toujours une politique d'alliance avec le Kuomintang, prétendant y appuyer l'« aile gauche ... la moyenne bourgeoisie amie » contre « le groupe contre-révolutionnaire extrême... l'aile droite du Kuomintang »[7]. Poussé par la force du soulèvement ouvrier, en décembre 1927 à Canton, il se rend maître de la ville pendant trois jours, prétendant la diriger avec un soviet. Si un des mots d'ordre des ouvriers communistes est : « A bas le Kuomintang ! », Trotsky rapporte qu'en réalité le dit-soviet n'a pas été élu par les travailleurs mais mis en place par le parti communiste[8]. En engageant une insurrection contre le parti auquel il veut s'allier, et en bluffant sur les rapports de forces réels, le PCC désoriente les travailleurs et les conduit à la défaite.

Tchang Kai Chek, à la tête du Kuomintang qui a toujours le soutien de l'Internationale, prépare ses forces pour écraser les insurrections ouvrières de Shanghai et Canton et les révoltes paysannes, faisant des centaines de milliers de morts.

Réprimé avec la classe ouvrière, le parti communiste ne se relèvera pas de cette défaite.

... pour construire un parti nationaliste radical jusqu'à la révolution de 1949

Tchang Kai Chek n'a pas pour autant assuré son pouvoir, miné par les rivalités sanglantes entre seigneurs de guerre, les puissances impérialistes, dont le Japon qui annexe la Mandchourie en 1931 et prépare l'occupation du nord de la Chine.

Échappant à la répression avec quelques milliers de militants, Mao Tsé Toung se replie dans les campagnes. Il théorise cette situation par un changement d'orientation politique : il défend que la paysannerie est la principale force révolutionnaire, abandonnant de fait la classe

ouvrière, pour mener une « *tactique de l'encerclement des villes par les campagnes* ». Et l'Internationale l'appuie, écartant les militants qui veulent maintenir une politique ouvrière, dont Chen Duxiu qui rejoint l'opposition de gauche trotskyste.

Au cours des dix années qui suivent, conservant l'étiquette communiste, Mao organise un tout autre type de parti, nationaliste, de la petite-bourgeoisie et paysannerie radicales, autour d'une « *armée populaire* » de guérilla et de « *bases rouges* » dans les campagnes.

S'adressant en 1932 aux militants chinois de l'opposition de gauche, Trotsky écrit : « *A la tête du mouvement paysan se trouvent des communistes ou des sympathisants ; n'est-il donc pas évident que les ouvriers et les paysans doivent, lorsqu'ils se rencontreront, s'unifier sous le drapeau du communisme ? Malheureusement, le problème n'est pas si simple* ». Il montre que le PCC, tournant le dos aux intérêts du prolétariat, contribue à lier ceux de la paysannerie et de la bourgeoisie : « *le pont entre la paysannerie et la bourgeoisie est constitué par la moyenne bourgeoisie citadine, principalement par les intellectuels qui interviennent sous le drapeau du socialisme, et même du communisme* ». Et il éclaire la duperie : « *quelques dizaines de milliers de révolutionnaires qui dirigent la guerre paysanne, sont ou se déclarent communistes, sans avoir aucun appui sérieux dans le prolétariat* ». Il n'y a pas d'autre voie pour les communistes que de construire dans la classe ouvrière, et d'« *éclairer systématiquement aux yeux des ouvriers la marche, la signification et les perspectives de la guerre paysanne, et lier les revendications actuelles et les problèmes du prolétariat avec le mot d'ordre de la libération de la paysannerie* »[9].

L'Internationale, elle, poursuit sa politique. Et quand, en 1935, elle impose aux partis communistes de construire des alliances avec les démocraties contre le fascisme, Mao, passant sur des années de répression, reprend des négociations avec Tchang Kai Chek... et lui offre les services de l'armée populaire au moment de l'invasion japonaise en 1937.

A la fin de la Seconde guerre mondiale, après la défaite et la fin de l'occupation japonaise, de nouvelles insurrections paysannes, massives, éclatent. Mais pour Mao, pas question de donner à cette nouvelle révolution des objectifs socialistes, ni même de partager les terres. C'est une tout autre orientation qu'il fait adopter au congrès du parti en 1945 : « *Pourquoi disons-nous que notre révolution dans sa période actuelle est une "révolution de caractère démocratique bourgeois" ? Nous entendons par*

[7] Mao, *Analyse de classe de la société chinoise*, <https://www.bibliomarxiste.net/auteurs/mao-zedong/analyse-de-classe-de-la-societe-chinoise/>

[8] Trotsky, *Lettres à propos de l'insurrection de Canton*, https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1928/03/lt_19280302.htm

[9] Trotsky, *La guerre des paysans en Chine et le prolétariat*, <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1932/09/320922.htm>

là qu'elle est dirigée non pas contre la bourgeoisie en général mais contre l'oppression étrangère et le joug féodal, que les mesures qu'elle prend visent en général non pas à l'abolition de la propriété privée mais à sa protection ; elle aura pour conséquence de permettre à la classe ouvrière d'accumuler des forces en vue de conduire la Chine vers le socialisme, mais, pendant une assez longue période, elle laissera encore au capitalisme la possibilité de se développer dans la mesure qui convient » [10].

Essuyant encore le refus de Tchang Kai Chek de partager le pouvoir, le PCC le lui dispute sur le terrain militaire. Pour l'affaiblir et gagner l'insurrection paysanne grandissante, Mao est poussé en 1946 vers des mesures plus radicales en faveur de la paysannerie pauvre, « la politique de la terre à ceux qui la travaillent »... mais il assure « accorder la considération appropriée au cas des paysans riches et des moyens et petits propriétaires fonciers en général » [11]. Et il ne vient pas sur le terrain de la lutte de la classe ouvrière, n'appelle ni aux grèves, ni à construire des soviets dans les villes industrielles.

Au cours de cette phase révolutionnaire, Mao théorise « la guerre du peuple » et « la nouvelle démocratie » qui se réalisera par « l'unité des quatre classes », prolétariat, paysannerie, petite-bourgeoisie... avec les capitalistes patriotes !

De 1947 à 1949, les victoires militaires de l'armée populaire gagneront les ralliements progressifs de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie. Tchang Kai Chek perd ses bases sociales, s'effondre. Et une partie de la bourgeoisie et des sommets de l'armée et de l'Etat estiment qu'ils n'ont plus d'autre choix que de se rallier aussi, pour s'accommoder de ce nouveau pouvoir de Mao qui leur a donné de nombreux gages, freinant la révolution agraire, appelant les travailleurs au calme et à rester au travail. Le 1^{er} octobre 1949, la République populaire de Chine est proclamée.

Derrière l'étiquette communiste, un étatisme qui n'a jamais renversé les rapports capitalistes

Nous ne reviendrons pas ici sur les différentes phases du régime chinois. Jouant à la fois du drapeau du communisme et d'une rivalité avec les dirigeants de l'URSS du point de vue de ses intérêts nationaux, Mao et ses successeurs prendront de nombreux virages, pragmatiques et soumis à l'objectif du développement de l'économie nationale sous l'égide du bloc des quatre classes. Des bourgeois ont continué à percevoir des rentes sur leurs anciennes propriétés étatisées, des années 50 aux années 80. Nombreux sont ceux qui sont restés directeurs de leurs usines, hauts cadres de l'Etat, s'enrichissant par les mille canaux qui existent dans les économies étatisées.

Derrière la propagande qui affirmait le rôle prépondérant des travailleurs et des paysans, les syndicats officiels servaient à les encadrer, et le parti à imposer les décisions du pouvoir, jusqu'aux pires barbaries, famines, déplacements forcés de masse, dénonciations, répressions, exé-

cutions, et pas seulement au moment de la folie tragique de la « révolution culturelle », faisant plusieurs millions de morts.

Sur le plan économique, il y a eu différentes étapes d'étatisation, dans l'agriculture et l'industrie, allant parfois vers plus d'étatisation et à d'autres moments vers plus de propriété privée agricole et de la petite industrie. Depuis les années 1980, la privatisation a concerné aussi la très grande industrie et le commerce, s'accompagnant de l'ouverture aux capitaux internationaux, jusqu'à la financiarisation encouragée ces deux dernières décennies. Le régime nationaliste a entretenu les rapports d'exploitation bourgeois et leur a redonné du souffle.

Dans la revue *l'Anticapitaliste* du mois de mai, Pierre Rousset caractérise cette politique des années 1980-2000 comme une « contre-révolution bourgeoise » produit d'une « contre-révolution bureaucratique » [12]. Il poursuit le raisonnement formulé dans les années 50 par le Secrétariat unifié de la Quatrième internationale qui voyait dans le régime chinois un « état ouvrier bureaucratiquement déformé », parce qu'un parti se réclamant du communisme avait étatisé une partie de l'économie, tout en reconnaissant que la classe ouvrière n'avait joué presque aucun rôle dans la Révolution de 1949. Au nom de l'anti-impérialisme, cette théorie refusait de voir que cette vague révolutionnaire restait prisonnière du cadre nationaliste bourgeois, et elle caractérisait la révolution chinoise, comme le reprend encore aujourd'hui un autre article de la revue, comme « des processus combinants révolution anti-impérialiste et révolution socialiste ». [13] Les maoïstes, eux, y voyaient même le socialisme réalisé.

Comment une révolution sans les ouvriers pouvait-elle avoir un caractère socialiste et donner naissance à un Etat ouvrier, même qualifié de « bureaucratiquement déformé » ? L'étatisation de l'économie, même sous le drapeau d'un parti qui se dit communiste, ce n'est ni le socialisme, ni une transition vers le socialisme, si elle n'est pas réalisée par les travailleurs eux-mêmes, avec leurs propres assemblées démocratiques, un nouvel Etat issu de leurs luttes qui renverse l'Etat de la bourgeoisie. Cette révolution-là, la révolution prolétarienne, n'a pas eu lieu en Chine.

Cependant, l'extraordinaire puissance de la révolte des peuples a libéré, à la suite de l'Inde et de la Chine, en trois

[10] Mao, *Du gouvernement de coalition*, <https://www.bibliomarxiste.net/auteurs/mao-zedong/du-gouvernement-de-coalition/>

[11] Mao, *Pour saluer le nouvel essor de la révolution chinoise*, <https://www.bibliomarxiste.net/auteurs/mao-zedong/pour-saluer-le-nouvel-essor-de-la-revolution-chinoise/>

[12] Rousset, *L'expérience chinoise et la théorie de la révolution permanente*, <https://lanticapitaliste.org/opinions/histoire/l'experience-chinoise-et-la-theorie-de-la-revolution-permanente>

[13] Emmanuel et Salingue, *La théorie de la révolution permanente et son actualité*, <https://lanticapitaliste.org/actualite/strategie/la-theorie-de-la-revolution-permanente-et-son-actualite>

décennies, tous les pays colonisés des jougs impérialistes... Mais, sans intervention de la classe ouvrière pour ses propres objectifs, ces révolutions ne pouvaient engager des révolutions socialistes. Pris dans les rapports du marché capitaliste, et avec des classes bourgeoises défailtantes, ce sont les Etats qui ont assuré l'organisation sociale et le développement économique, en maintenant les rapports capitalistes et permettant à une classe bourgeoise de se développer. Sur la base de ce développement et des nouvelles indépendances, ces pays, leurs bourgeoisies, leurs classes ouvrières, allaient s'intégrer dans les rapports de domination du marché mondial. Après la fin des empires coloniaux puis l'effondrement de l'URSS, allait se dessiner un capitalisme financier mondialisé, nouvelle arène des luttes internationales du prolétariat.

La révolution permanente n'a pas dit son dernier mot...

Ces bouleversements révolutionnaires ont ouvert une nouvelle époque créant les conditions d'un nouvel essor des luttes pour le socialisme, le communisme.

La Chine, l'Inde, le Brésil, l'Afrique du Sud et tant d'autres, autrefois soumis à l'impérialisme, ont pris une nouvelle place dans les rapports capitalistes. Utilisant les progrès techniques accumulés par les pays capitalistes plus anciens, ils jouent un nouveau rôle dans l'organisation mondiale de la production, indispensables au fonctionnement des multinationales, et défient les autres puissances avec leurs propres armes, économiques, diplomatiques, militaires...

En leur sein, les travailleurs répondent par leur lutte de classe. En Chine, à Cuba, en Afrique du Sud ou en Inde, aussi bien que dans les vieilles citadelles du capital, les luttes, les grèves, les manifestations pour des revendications immédiates portent une contestation globale du système.

Et du côté de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie, la colère est là aussi. Si la paysannerie n'est plus majoritaire dans le monde, ses révoltes secouent encore le capitalisme, comme en Inde. La question agraire n'est pas réglée.

Des centaines de millions de paysans survivent à peine, dont une grande part prolétarisés, sans terre, travaillant pour des multinationales.

Des couches croissantes de la petite-bourgeoisie, artisans, petits commerçants, travailleurs indépendants, sont ruinées par le capitalisme qui les met en concurrence les uns contre les autres et les saigne par le crédit.

Les évolutions de la mondialisation capitaliste provoquent l'effondrement conjoint des mythes de la démocratie libérale et du national-communisme. Leurs mensonges ne tiennent plus face à la colère provoquée par l'exploitation, la faim, les dégâts de la crise environnementale, le manque de vaccins dans les pays mêmes où ils sont produits.

Pour répondre à cette situation, il n'y a pas de substitut à l'intervention politique du prolétariat, pour ses intérêts, contre la propriété privée de la bourgeoisie, à l'heure où il est devenu la principale classe dans le monde, produisant toutes les richesses et progrès. Alors que la bourgeoisie est devenue totalement parasitaire, entraînant le monde dans sa faillite, nous avons besoin de donner une nouvelle jeunesse aux idées du communisme, qui ne sont ni une idéologie, une utopie ou un projet de société, ni une succession d'étapes préétablies vers la révolution : « *Par communisme, on n'entendait plus la construction, par un effort d'imagination, d'un idéal social aussi parfait que possible, mais la compréhension de la nature, des conditions et des buts généraux adéquats de la lutte menée par le prolétariat* »¹⁴ [14] écrivait Engels.

Il s'agit bien de se réapproprier le marxisme face à ses mille caricatures. Cela passe par une critique sans concession, à la lumière de l'expérience historique, des illusions qui ont conduit la plupart des courants trotskystes à idéaliser la dictature maoïste, une réappropriation indispensable pour répondre aux tâches de l'heure, faire vivre la théorie de l'émancipation des travailleurs par eux-mêmes.

François Minvielle

[14] Engels, *Quelques mots sur l'histoire de la Ligue des communistes*, <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1885/10/18851008.htm>